

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 41 674

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção sobre facilidades aduaneiras a favor do turismo, assinada em Nova Iorque em 4 de Junho de 1954, cujo texto francês e respectiva tradução para português são os que seguem anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 11 de Junho de 1958.—FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Marcello Caetano* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme

Les Etats contractants,
Désireux de faciliter le développement du tourisme international,
Ont décidé de conclure une convention et sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER

Aux fins de la présente Convention, on entend:

a) Par «droits et taxes d'entrée», non seulement les droits de douane, mais aussi tous droits et taxes quelconques exigibles du fait de l'importation;

b) Par «touriste», toute personne qui, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, pénètre sur le territoire d'un Etat contractant autre que celui où elle réside habituellement et y séjourne pendant vingt quatre heures au moins et six mois au plus, au cours d'une même période de douze mois, si son voyage est dû à un motif légitime, autre que l'immigration, tel que: tourisme, agrément, sport, santé, famille, études, pèlerinages religieux ou affaires;

c) Par «titre d'importation temporaire», le document douanier permettant de constater la garantie ou la consignation des droits et taxes d'entrée exigibles en cas de non-réexportation des objets importés temporairement.

ARTICLE 2

1. Sous réserve des autres conditions prévues par la présente Convention, chacun des Etats contractants admettra en franchise temporaire des droits et taxes d'entrée les effets personnels importés par un touriste à condition que ces effets soient destinés à son usage personnel, que le touriste les transporte sur lui ou dans les bagages qui l'accompagnent, qu'il n'y ait pas de raison de craindre un abus, et que ces effets soient réexportés par le touriste lorsqu'il quitte le pays.

2. Par «effets personnels», on entend tous vêtements et autres articles, neufs ou usagés, dont un touriste peut personnellement et raisonnablement avoir besoin, compte tenu de toutes les circonstances de son voyage, à l'exclusion de toutes marchandises importés à des fins commerciales.

3. Les effets personnels comprennent, entre autres articles, les objets suivants, à condition qu'ils puissent être considérés comme étant en cours d'usage:

bijoux personnels;
un appareil photographique et douze châssis ou cinq rouleaux de pellicules;
un appareil cinématographique de prise de vues de petit format et deux bobines de film;
une paire de jumelles;
un instrument de musique portatif;

un phonographe portatif et dix disques;
un appareil portatif d'enregistrement du son;
un appareil récepteur de radio portatif;
une machine à écrire portative;
une voiture d'enfant;
une tente et autre équipement de camping;
engins et articles de sport (un attirail de pêcheur, une arme de chasse avec cinquante cartouches, un cycle sans moteur, un canoë ou kayak d'une longueur inférieure à 5,50 m, une paire de skis, deux raquettes de tennis et autres articles analogues).

ARTICLE 3

Sous réserve des autres conditions prévues par la présente Convention, chacun des Etats contractants admettra en franchise des droits et taxes d'entrée les produits ci-après lorsqu'un touriste les importe pour son usage personnel, à la condition qu'il les transporte sur lui ou dans ses bagages à main et qu'il n'y ait pas de raison de craindre un abus:

a) 200 cigarettes, ou 50 cigares, ou 250 grammes de tabac, ou un assortiment de ces produits à concurrence de 250 grammes;

b) une bouteille de vin de capacité normale et un quart de litre de spiritueux;

c) un quart de litre d'eau de toilette et une petite quantité de parfums.

ARTICLE 4

Sous réserve des autres conditions prévues par la présente Convention, chacun des Etats contractants accorde au touriste, sous réserve qu'il n'y ait pas de raison de craindre un abus:

a) l'autorisation d'importer en transit, sans titre d'importation temporaire, et dans la limite d'une valeur totale de 50 dollars (des Etats-Unis d'Amérique), les souvenirs de voyage qu'il transporte sur lui ou dans les bagages qui l'accompagnent, si ces souvenirs ne sont pas destinés à des fins commerciales;

b) l'autorisation d'exporter, avec dispense des formalités relatives au contrôle des changes et en exonération des droits d'exportation, dans la limite d'une valeur totale de 100 dollars (des Etats-Unis d'Amérique), les souvenirs de voyage que le touriste a achetés dans le pays, qu'il emporte sur lui ou dans les bagages qui l'accompagnent, si ces souvenirs ne sont pas destinés à des fins commerciales.

ARTICLE 5

Chacun des Etats contractants peut exiger que ceux des objets visés à l'article 2 soient placés, lorsqu'ils

ont une grande valeur, sous le couvert d'un titre d'importation temporaire.

ARTICLE 6

Les Etats contractants s'efforceront de ne pas instituer de formalités douanières qui pourraient avoir pour effet d'entraver le développement du tourisme international.

ARTICLE 7

En vue d'accélérer l'accomplissement des formalités douanières, les Etats contractants limitrophes s'efforceront de réaliser la juxtaposition de leurs installations douanières respectives et de faire coïncider les heures d'ouverture des bureaux et postes de douane correspondants.

ARTICLE 8

Les dispositions de la présente Convention ne portent aucune atteinte à l'application des règlements de police et autres, concernant l'importation, la possession et le port d'armes et de munitions.

ARTICLE 9

Chacun des Etats contractants reconnaît que les prohibitions qu'il impose à l'importation ou à l'exportation des objets visés par la présente Convention ne doivent s'appliquer que dans la mesure où ces prohibitions sont basées sur des considérations qui n'ont pas un caractère économique, telles que des considérations de moralité publique, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publique, ou d'ordre vétérinaire ou phytopathologique.

ARTICLE 10

Les franchises et autres facilités prévues par la présente Convention ne sont pas applicables au trafic frontalier.

Elles ne sont pas non plus automatiquement applicables:

a) dans le cas d'un produit ou objet déterminé, lorsque, pour ce produit ou objet, la quantité totale importée par un touriste excède sensiblement la limite fixée par la présente Convention;

b) en ce qui concerne les touristes qui entrent plus d'une fois par mois dans le pays d'importation;

c) en ce qui concerne les touristes âgés de moins de 17 ans.

ARTICLE 11

En cas de fraude, de contravention ou d'abus, les Etats contractants ont le droit d'intenter des poursuites pour recouvrer les droits et taxes d'entrée qui seraient dus éventuellement, ainsi que pour imposer les pénalités que les personnes bénéficiaires des franchises et autres facilités auraient encourues.

ARTICLE 12

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet du régime d'importation prévu par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction a été commise, aux sanctions prévues par la législation de ce pays.

ARTICLE 13

Aucune disposition de la présente Convention n'exclut le droit pour les Etats contractants qui forment une union douanière ou économique de prévoir des règles particulières applicables aux personnes qui résident dans les pays faisant partie de cette union.

ARTICLE 14

1. La présente Convention sera, jusqu'au 31 décembre 1954, ouverte à la signature au nom de tout Etat

membre de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre Etat invité à participer à la Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation temporaire des véhicules de tourisme et le tourisme, tenue à New-York en mai et juin 1954 et ci-après dénommée «la Conférence».

2. La présente Convention devra être ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 15

1. A partir du 1^{er} janvier 1955, tout Etat visé au paragraphe 1 de l'article 14 et tout autre Etat qui y aura été invité par le Conseil économique et social des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention. L'adhésion sera également possible au nom de tout Territoire sous tutelle dont l'Organisation des Nations Unies est l'Autorité administrante.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 16

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion non assorti de réserves ou avec réserves acceptées selon les conditions prévues à l'article 20.

2. Pour chaque Etat qui l'aura ratifié ou y aura adhéré après la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion prévue au paragraphe précédent, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion non assorti de réserves ou avec réserves acceptées selon les conditions prévues à l'article 20.

ARTICLE 17

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, tout Etat contractant pourra la dénoncer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet quinze mois après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en aura reçu notification.

ARTICLE 18

La présente Convention cessera de produire ses effets si, à un moment quelconque après son entrée en vigueur, le nombre des Etats contractants est inférieur à huit pendant une période de douze mois consécutifs.

ARTICLE 19

1. Tout Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. La Convention sera applicable aux territoires mentionnés dans la notification soit à dater du quatre-vingt-dixième jour après réception de cette notification par le Secrétaire général si la notification n'est pas assortie d'une réserve, soit à dater du quatre-vingt-dixième jour après que la notification aura pris effet, conformément à l'article 20, soit à la date à laquelle la Convention sera entrée en vigueur pour l'Etat en question, la plus tardive de ces dates étant déterminante.

2. Tout Etat qui aura fait, conformément au paragraphe précédent, une déclaration ayant pour effet de

rendre la présente Convention applicable à un territoire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à l'article 17, dénoncer la Convention en ce qui concerne ce seul territoire.

ARTICLE 20

1. Les réserves à la présente Convention faites avant la signature de l'Acte final seront recevables si elles ont été acceptées par la Conférence à la majorité de ses membres et consignées dans l'Acte final.

2. Les réserves à la présente Convention présentées après la signature de l'Acte final ne seront pas recevables si un tiers des Etats signataires ou des Etats contractants y fait objection dans les conditions prévues ci-après.

3. Le texte de toute réserve présentée par un Etat au Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies lors d'une signature, du dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion, ou de toute notification prévue à l'article 19, sera communiqué par le Secrétaire général à tous les Etats qui auront signé ou ratifié la Convention ou qui y auront adhéré. La réserve ne sera pas acceptée si un tiers de ces Etats formule une objection dans les quatre-vingt-dix jours de la date de la communication. Le Secrétaire général informera tous les Etats visés dans le présent paragraphe de toute objection qui lui aura été signifiée, ainsi que de l'acceptation ou du rejet de la réserve.

4. Toute objection formulée par un Etat qui aura signé la Convention, mais ne l'aura pas ratifiée, cessera d'avoir effet si l'Etat auteur de l'objection ne ratifie pas la Convention dans un délai de neuf mois à dater de ladite objection. Si le fait qu'une objection cesse d'avoir effet a pour conséquence d'entraîner l'acceptation de la réserve en application du paragraphe précédent, le Secrétaire générale en informera les Etats visés à ce paragraphe. Non-obstant les dispositions du paragraphe précédent, le texte d'une réserve ne sera pas communiqué à un Etat signataire qui n'aura pas ratifié la Convention dans les trois ans qui suivent la date de la signature apposée en son nom.

5. L'Etat qui présente la réserve pourra la retirer dans un délai de douze mois à dater de la communication du Secrétaire général visée au paragraphe 3 annonçant le rejet de la réserve selon la procédure prévue à ce paragraphe. L'instrument de ratification ou d'adhésion ou, selon le cas, la notification prévue à l'article 19, prendra alors effet pour cet Etat à dater du retrait. En attendant le retrait, l'instrument ou, selon le cas, la notification, sera sans effet, à moins qu'en application des dispositions du paragraphe 4 la réserve ne soit ultérieurement acceptée.

6. Les réserves acceptées conformément au présent article pourront être retirées à tout moment par notification adressée au Secrétaire général.

7. Les Etats contractants ne sont pas tenus d'accorder à l'Etat auteur d'une réserve les avantages prévus dans les dispositions de la Convention qui ont fait l'objet de ladite réserve. Tout Etat qui aura recours à cette faculté en avisera le Secrétaire général. Le Secrétaire général en informera alors les Etats signataires et contractants.

ARTICLE 21

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Etats en litige.

2. Tout différend qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage si l'un quelconque des Etats contractants en litige le demande et

sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Etats en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Etats en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'un quelconque de ces Etats pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

3. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe précédent sera obligatoire pour les Etats contractants intéressés.

ARTICLE 22

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, tout Etat contractant pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser la présente Convention. Le Secrétaire général notifiera cette demande à tous les Etats contractants et convoquera une conférence de révision si, dans un délai de quatre mois à dater de la notification adressée par lui, la moitié au moins des Etats contractants lui signifient leur assentiment à cette demande.

2. Si une conférence est convoquée conformément au paragraphe précédent, le Secrétaire général en avisera tous les Etats contractants et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les propositions qu'ils souhaiteraient voir examiner par la conférence.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Etats contractants l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

3. Le Secrétaire général invitera à toute conférence convoquée conformément au présent article tous les Etats contractants et tous les autres Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une des institutions spécialisées.

ARTICLE 23

1. Tout Etat contractant pourra proposer un ou plusieurs amendements à la présente Convention. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le transmettra à tous les Etats contractants.

2. Tout projet d'amendement qui aura été transmis conformément au paragraphe précédent sera réputé accepté si aucun Etat contractant ne formule d'objection dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire général aura transmis le projet d'amendement.

3. Le Secrétaire général fera connaître le plus tôt possible à tous les Etats contractants si une objection a été formulée contre le projet d'amendement et, en l'absence d'objection, l'amendement entrera en vigueur pour tous les Etats contractants trois mois après l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe précédent.

ARTICLE 24

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les autres Etats invités à participer à la Conférence:

a) Les signatures, ratifications et adhésions reçues conformément aux articles 14 et 15;

b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 16;

c) Les dénonciations reçues conformément à l'article 17;

d) L'abrogation de la présente Convention conformément à l'article 18;

e) Les notifications reçues conformément à l'article 19;

f) L'entrée en vigueur de tout amendement conformément à l'article 23.

ARTICLE 25

L'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les autres États invités à participer à la Conférence.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à New-York, le quatre juin mil neuf cent cinquante-quatre, en un seul exemplaire, en langues anglaise, espagnole et française, les trois textes faisant également foi.

Le Secrétaire général est invité à établir, de la présente Convention, une traduction en langues chinoise et russe faisant autorité, et à joindre les textes chinois et russe aux textes anglais, espagnol et français lorsqu'il transmettra aux États les copies certifiées conformes visées à l'article 25 de la présente Convention.

Convenção sobre facilidades aduaneiras a favor do turismo

Os Estados contratantes,
No intuito de facilitar o desenvolvimento do turismo internacional,
Resolveram firmar uma Convenção e acordaram nas disposições seguintes:

ARTIGO 1.º

Para os fins da presente Convenção, entende-se:

a) Por «direitos e taxas de entrada», não só os direitos aduaneiros como também quaisquer direitos e taxas cobrados na importação;

b) Por «turista», toda a pessoa, sem distinção de raça, sexo, língua ou religião, que entra no território de um Estado contratante, que não seja aquele onde reside habitualmente, e nele permanece durante vinte e quatro horas, pelo menos, e não mais de seis meses, no decurso de um período contínuo de doze meses, se a sua viagem tiver um motivo legítimo que não seja a emigração, tal como: turismo, recreio, desporto, saúde, família, estudo, peregrinações religiosas ou negócios;

c) Por «título de importação temporária», o documento aduaneiro que permite verificar a garantia ou a consignação dos direitos e taxas de entrada, exigíveis no caso de não reexportação dos objectos importados temporariamente.

ARTIGO 2.º

1. Sob reserva das demais condições previstas na presente Convenção, cada um dos Estados contratantes permitirá a importação temporária, com dispensa da garantia do pagamento de direitos e taxas de entrada, dos objectos de uso pessoal trazidos pelos turistas, desde que os transportem consigo ou na bagagem que os acompanha, que não haja motivo para reechar abuso e que esses objectos sejam reexportados por eles ao deixarem o país.

2. A expressão «objectos de uso pessoal» designa quaisquer peças de vestuário e outros artigos, novos ou usados, de que um turista pode razoavelmente necessitar para seu uso pessoal, tendo em conta todas as circunstâncias da sua viagem, com a exclusão de quaisquer mercadorias importadas para fins comerciais.

3. Os objectos de uso pessoal compreendem, entre outros artigos, os objectos seguintes, desde que se possam considerar em uso:

- Jóias pessoais;
- Uma máquina fotográfica e doze chapas ou cinco rolos de películas;
- Uma máquina cinematográfica de filmar, de pequeno formato, e duas bobinas de filme;
- Um binóculo;
- Um instrumento músico portátil;
- Um gramofone portátil e dez discos;

- Um aparelho portátil de registo de som;
- Um aparelho receptor de rádio, portátil;
- Uma máquina de escrever, portátil;
- Um carro de criança;
- Uma barraca e outro equipamento de campismo;
- Artigos de desporto (um jogo de apetrechos para pesca, uma arma de caça e cinquenta cartuchos, um velocípede sem motor, uma canoa ou *kayac*, de comprimento inferior a 5,50 m, um par de *skis*, duas raquetas de ténis e outros artigos análogos).

ARTIGO 3.º

Sob reserva das demais condições previstas na presente Convenção, cada um dos Estados contratantes permitirá a importação temporária, com dispensa da garantia do pagamento de direitos e taxas de entrada, dos produtos abaixo mencionados, quando trazidos pelos turistas para seu uso pessoal, desde que os transportem consigo ou na sua bagagem de mão e não haja motivo para reechar abuso:

a) 200 cigarros, ou 50 charutos, ou 250 g de tabaco, ou um sortido destes produtos desde que o peso total não exceda 250 g;

b) Uma garrafa de vinho de capacidade normal e e um quarto de litro de bebidas espirituosas;

c) Um quarto de litro de água de tocador e uma pequena quantidade de perfume.

ARTIGO 4.º

Sob reserva das demais condições previstas na presente Convenção, cada um dos Estados contratantes concede ao turista, desde que não haja motivo para reechar abuso:

a) Autorização para a entrada, em trânsito, sem título de importação temporária, e até ao limite do valor total de 50 dólares (dos Estados Unidos da América), das lembranças de viagem que transporte consigo ou na bagagem que o acompanha, se essas lembranças não se destinarem a fins comerciais;

b) Autorização para exportar, com dispensa das formalidades relativas à verificação de câmbios e com isenção de direitos, até ao limite do valor total de 100 dólares (dos Estados Unidos da América), as recordações de viagem que comprou no país, quando as transporte consigo ou na bagagem que o acompanha, desde que essas recordações não sejam destinadas a fins comerciais.

ARTIGO 5.º

Cada um dos Estados contratantes pode exigir o processamento de um título de importação temporária para os objectos referidos no artigo 2.º, quando sejam de valor elevado.

ARTIGO 6.º

Os Estados contratantes procurarão evitar o estabelecimento de formalidades aduaneiras que possam causar embaraços ao desenvolvimento do turismo internacional.

ARTIGO 7.º

Para acelerar o cumprimento das formalidades aduaneiras, os Estados contratantes limítrofes procurarão realizar a justaposição das respectivas instalações aduaneiras e fazer coincidir as horas do seu funcionamento.

ARTIGO 8.º

As disposições da presente Convenção não prejudicam a aplicação dos regulamentos de polícia e outros referentes à importação, posse e porte de armas e munições.

ARTIGO 9.º

Cada um dos Estados contratantes reconhece que as proibições que impõe à importação ou exportação dos objectos visados na presente Convenção apenas devem ser aplicadas quando essas proibições se baseiem em motivos que não tenham carácter económico, tais como de moralidade pública, de segurança pública, de higiene ou saúde pública ou de ordem veterinária ou fitopatológica.

ARTIGO 10.º

As isenções e outras facilidades previstas na presente Convenção não são aplicáveis ao tráfego fronteiriço.

Também não são automaticamente aplicáveis:

- a) Quando a quantidade total de um produto ou objecto determinado importado por um turista exceda sensivelmente o limite fixado na presente Convenção;
- b) Em relação aos turistas que entrem mais de uma vez por mês no país de importação;
- c) No caso de turistas menores de 17 anos.

ARTIGO 11.º

Em caso de fraude, contravenção ou abuso, os Estados contratantes têm o direito de tomar as medidas necessárias para a cobrança dos direitos e taxas de entrada eventualmente devidos e de impor as sanções em que tiverem incorrido as pessoas que beneficiaram das isenções e outras facilidades.

ARTIGO 12.º

Qualquer infracção ao disposto na presente Convenção, qualquer substituição, falsa declaração ou manobra que tenha por efeito conceder a uma pessoa ou objecto o benefício indevido do regime de importação previsto na presente Convenção expõe o infractor, no país em que a infracção foi praticada, às sanções consignadas na legislação desse país.

ARTIGO 13.º

Nenhuma das disposições da presente Convenção impedirá os Estados contratantes que constituam uma união aduaneira ou económica de estabelecer normas especiais aplicáveis às pessoas residentes nos países que fazem parte dessa união.

ARTIGO 14.º

1. A presente Convenção ficará aberta, até 31 de Dezembro de 1954, à assinatura de qualquer Estado membro da Organização das Nações Unidas e de qualquer outro Estado convidado a participar na Conferência das Nações Unidas sobre formalidades aduaneiras relativas à importação temporária de veículos de turismo e ao turismo, realizada em Nova Iorque em Maio e Junho de 1954 e abaixo designada por «Conferência».

2. A presente Convenção deverá ser ratificada e os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 15.º

1. A partir de 1 de Janeiro de 1955, qualquer dos Estados mencionados no parágrafo 1 do artigo 14.º e qualquer outro Estado que para tal tenha sido convidado pelo Conselho Económico e Social das Nações Unidas poderá aderir à presente Convenção. Será igualmente possível a adesão em nome de qualquer território sob tutela confiado à administração das Nações Unidas.

2. A adesão será feita mediante depósito de um instrumento de adesão junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 16.º

1. A presente Convenção entrará em vigor no nonagésimo dia seguinte à data do depósito do décimo quinto instrumento de ratificação ou adesão, quer sem reservas, quer com reservas aceites nas condições previstas no artigo 20.º

2. Para cada Estado que a tiver ratificado ou a ela tiver aderido depois da data do depósito do décimo quinto instrumento de ratificação ou adesão previsto no parágrafo anterior, a Convenção entrará em vigor no nonagésimo dia seguinte à data do depósito, por esse Estado, do seu instrumento de ratificação ou adesão, quer sem reservas, quer com reservas aceites de harmonia com as condições previstas no artigo 20.º

ARTIGO 17.º

1. Depois de a presente Convenção ter estado em vigor durante três anos, qualquer Estado contratante poderá denunciá-la por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

2. A denúncia tornar-se-á efectiva quinze meses depois da data em que o Secretário-Geral das Nações Unidas tenha recebido a notificação.

ARTIGO 18.º

A presente Convenção deixará de produzir os seus efeitos se, em qualquer altura depois da sua entrada em vigor, o número dos Estados contratantes for inferior a oito durante um período de doze meses consecutivos.

ARTIGO 19.º

1. Qualquer Estado poderá, na altura do depósito do seu instrumento de ratificação ou adesão, ou, posteriormente, em qualquer altura, declarar, por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que a presente Convenção será aplicável à totalidade ou parte dos territórios que representa no plano internacional. A Convenção será aplicável aos territórios mencionados na notificação, quer a partir do nonagésimo dia depois da recepção dessa notificação pelo Secretário-Geral, se a notificação não incluir qualquer reserva, quer a partir do nonagésimo dia posterior à data em que a notificação se tiver tornado efectiva, de harmonia com o artigo 20.º, quer na data em que a Convenção tiver entrado em vigor para o Estado em questão, no caso de esta ser posterior.

2. Qualquer Estado que, de harmonia com o parágrafo anterior, tiver feito uma declaração no sentido de tornar a presente Convenção aplicável a um território que represente no plano internacional poderá, em conformidade com o artigo 17.º, denunciar a Convenção unicamente em relação a esse território.

ARTIGO 20.º

1. As reservas feitas à presente Convenção antes da assinatura da Acta final serão admitidas se forem acei-

tes pela Conferência por maioria dos seus membros e consignadas na Acta final.

2. As reservas à presente Convenção apresentadas depois da assinatura da Acta final não serão admitidas se um terço dos Estados signatários ou dos Estados contratantes opuser quaisquer objecções nas condições abaixo mencionadas.

3. O texto de qualquer reserva apresentada por um Estado ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas quando duma assinatura, do depósito dum instrumento de ratificação ou adesão ou de qualquer notificação prevista no artigo 19.º, será comunicado pelo Secretário-Geral a todos os Estados que tiverem assinado ou ratificado a Convenção ou a ela tiverem aderido. A reserva não será aceite se um terço desses Estados formular uma objecção dentro de um prazo de noventa dias, a contar da data da comunicação. O Secretário-Geral informará todos os Estados visados no presente parágrafo de qualquer objecção que lhe tenha sido notificada, assim como da aceitação ou rejeição da reserva.

4. Qualquer objecção formulada por um Estado que tenha assinado a Convenção, mas que a não tenha ratificado, cessará de ter efeito se o Estado que a formulou não ratificar a Convenção no prazo de nove meses, a contar da referida objecção. Se o facto de uma objecção deixar de ter efeito tiver como consequência a aceitação da reserva, de harmonia com o parágrafo anterior, o Secretário-Geral comunicá-lo-á aos Estados mencionados nesse parágrafo. Não obstante o disposto no parágrafo anterior, o texto de uma reserva não será comunicado a um Estado signatário que não tenha ratificado a Convenção dentro dos três anos seguintes à data da assinatura aposta em seu nome.

5. O Estado que apresentar a reserva poderá retirá-la num prazo de doze meses, a contar da data da comunicação do Secretário-Geral, nos termos do parágrafo 3, anunciando a rejeição da reserva segundo o processo previsto nesse parágrafo. O instrumento da ratificação ou adesão ou, conforme o caso, a notificação prevista no artigo 19.º, produzirá então efeito em relação a esse Estado a contar da data da retirada. Até que a reserva seja retirada, o instrumento ou, conforme o caso, a notificação, ficará sem efeito, a menos que a reserva seja ulteriormente aceite, nos termos do disposto no parágrafo 4.

6. As reservas aceites de harmonia com o presente artigo poderão ser retiradas em qualquer altura por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral.

7. Os Estados contratantes não são obrigados a conceder ao Estado autor de uma reserva as vantagens previstas nas disposições da Convenção que foram objecto da referida reserva. Qualquer Estado que recorra a essa faculdade dará desse facto conhecimento ao Secretário-Geral, o qual, por sua vez, informará todos os Estados signatários e contratantes.

ARTIGO 21.º

1. Qualquer controvérsia entre dois ou mais Estados contratantes quanto à interpretação ou aplicação da presente Convenção será resolvida, na medida do possível, por via de negociações entre os Estados em litígio.

2. Qualquer controvérsia que não tenha sido resolvida por via de negociações será submetida a arbitragem a requerimento de qualquer dos Estados contratantes em litígio e será, conseqüentemente, submetida a um ou mais árbitros escolhidos de comum acordo pelos Estados em litígio. Se dentro do prazo de três meses, a contar do pedido de arbitragem, os Estados em litígio não chegarem a um acordo quanto à escolha do árbitro ou árbitros, qualquer desses Estados poderá

solicitar ao Presidente do Tribunal Internacional de Justiça que designe um árbitro único, perante o qual a controvérsia será submetida para resolução.

3. A decisão do árbitro ou árbitros designados de harmonia com o parágrafo anterior será obrigatória para os Estados contratantes interessados.

ARTIGO 22.º

1. Depois de a presente Convenção ter estado em vigor durante três anos, qualquer Estado contratante poderá, por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, requerer a convocação de uma conferência, com o fim de rever a presente Convenção. O Secretário-Geral notificará esse requerimento a todos os Estados contratantes e convocará uma conferência de revisão se, no prazo de quatro meses, a contar da data da notificação por ele enviada, metade, pelo menos, dos Estados contratantes lhe comunicar o seu acordo.

2. Se for convocada uma conferência de harmonia com o parágrafo anterior, o Secretário-Geral comunicá-lo-á a todos os Estados contratantes e convidá-los-á a apresentar, num prazo de três meses, as propostas que desejem ver examinadas pela conferência. O Secretário-Geral comunicará a todos os Estados contratantes a agenda provisória da conferência, assim como o texto dessas propostas, três meses, pelo menos, antes da data da abertura da conferência.

3. O Secretário-Geral convidará para qualquer conferência convocada nos termos do presente artigo todos os Estados contratantes e todos os outros Estados membros da Organização das Nações Unidas ou de uma das suas instituições especializadas.

ARTIGO 23.º

1. Qualquer Estado contratante poderá propor uma ou várias emendas à presente Convenção. O texto de qualquer projecto de emenda será comunicado ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que, por sua vez, o transmitirá a todos os Estados contratantes.

2. Qualquer projecto de emenda que tenha sido transmitido de harmonia com o parágrafo anterior será considerado aceite se nenhum dos Estados contratantes formular qualquer objecção dentro de um prazo de seis meses, a contar da data em que o Secretário-Geral tiver transmitido o projecto de emenda.

3. O Secretário-Geral dará a conhecer a todos os Estados contratantes, com a maior brevidade possível, qualquer objecção que tenha sido formulada contra o projecto de emenda, e, na ausência de qualquer objecção, a emenda entrará em vigor para todos os Estados contratantes três meses depois de expirado o prazo de seis meses mencionado no parágrafo anterior.

ARTIGO 24.º

O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas notificará a todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas e a todos os outros Estados convidados a participar na Conferência:

a) As assinaturas, ratificações e adesões recebidas de harmonia com os artigos 14.º e 15.º;

b) A data em que a presente Convenção entrará em vigor de harmonia com o artigo 16.º;

c) As denúncias recebidas nos termos do artigo 17.º;

d) A ab-rogação da presente Convenção em conformidade com o artigo 18.º;

e) As notificações recebidas de harmonia com o artigo 19.º;

f) A entrada em vigor de qualquer emenda de harmonia com o artigo 23.º

ARTIGO 25.º

O original da presente Convenção será depositado junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que dele transmitirá cópias devidamente autenticadas a todos os membros da Organização das Nações Unidas e a todos os outros Estados convidados a participar na Conferência.

Em fé do que, os abaixo assinados, para tal devidamente autorizados, assinaram a presente Convenção.

Feito em Nova Iorque em quatro de Junho de mil novecentos e cinquenta e quatro, num único exemplar, em língua inglesa, espanhola e francesa, fazendo igualmente fé os três textos.

O Secretário-Geral é convidado a mandar executar uma tradução da presente Convenção nas línguas chinesa e russa fazendo fé e a juntar os textos chinês e russo aos textos inglês, espanhol e francês quando transmitir aos Estados as cópias autenticadas mencionadas no artigo 25.º da presente Convenção.

Pelo Afeganistão:

Pela Albânia:

Pela Argentina:

Ad referendum:

Luis J. Estevarena.

Pela Austrália:

Pela Áustria:

Dr. J. Stangelberger.

Pelo Reino da Bélgica:

Sous réserve de ratification:

Ch. Hopchet.

Pela Bolívia:

Pelo Brasil:

Pela Bulgária:

Pela União da Birmânia:

Pela República Socialista Soviética da Bielorrússia.

Pelo Camboja:

Ien Kadul.

Pelo Canadá:

Pelo Ceilão:

H. Shirley Amerasinghe.

Pelo Chile:

Pela China:

Pela Colômbia:

Pela Costa Rica:

Ad referendum:

J. F. Carballo.

July 20th 1954.

Por Cuba:

José Miguel Ribas.

Pela Checoslováquia:

Pela Dinamarca:

Pela República Dominicana:

Ad referendum:

R. O. Galván.

Pelo Equador:

B. Oquendo.

Pelo Egipto:

Subject to the reservation recorded in the final Act:

Rachard Mourad.

Por El Salvador:

Pela Etiópia:

Pela Finlândia:

Pela França:

Philippe de Seynes.

Pela República Federal Alemã:

Richard Pauling.

Walter Wagner.

Pela Grécia:

Pela Guatemala:

Con sujeción a las reservas consignadas en el Acta Final:

E. Castillo Arriola.

Pelo Haiti:

Sous la réserve consignée dans l'Acte Final:

Ernest G. Hawvet.

Por Honduras:

Tiburcio Carías Jr.

June 15, 1954.

Pela Hungria:

Pela Islândia:

Pela Índia:

Pela Indonésia:

Pelo Irão:

Pelo Iraque:

Pela Irlanda:

Por Israel:

Pela Itália:

Ugo Calderoni.

Pelo Japão:

Pelo Reino Achemita da Jordânia:	Por S. Marino:
Pela República da Coreia:	Pela Arábia Saudita:
Pelo Laos:	Pela Espanha:
Pelo Líbano:	Ad referendum:
Pela Libéria:	<i>R. de la Presilla.</i>
Pela Líbia:	Pela Suécia:
Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:	Sous la réserve consignée dans l'Acte Final:
Pelo México:	<i>G. de Sydow.</i>
<i>José A. Bufort.</i>	<i>A. Appeltofft.</i>
Por Mónaco:	Pela Suíça:
<i>Marcel A. Parmaro.</i>	<i>Fr. Lüthi.</i>
Pelo Nepal:	Pela Síria:
Pelo Reino dos Países Baixos:	Pela Tailândia:
<i>Paymans.</i>	Pela Turquia:
Pela Nova Zelândia:	Pela República Socialista Soviética da Ucrânia:
Pela Nicarágua:	Pela União Sul-Africana:
Pelo Reino da Noruega:	Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:
Pelo Paquistão:	Pelo Reino Unido da Brã-Bretanha e Irlanda do Norte:
Pelo Panamá:	<i>Charles Henry Blake.</i>
Ad referendum:	Pelos Estados Unidos da América:
<i>Ernesto de la Ossa.</i>	<i>James J. Wadsworth.</i>
Pelo Paraguai:	<i>Henry H. Kelly.</i>
Pelo Peru:	Pelo Uruguai:
Pela República das Filipinas:	Ad referendum:
<i>Nauro Méndez.</i>	<i>E. Rodriguez Fabregat.</i>
Pela Polónia:	Pela Cidade do Vaticano:
Por Portugal:	<i>Monsenhor Thomas J. McMahon.</i>
Ad referendum:	Pela Venezuela:
<i>Freire de Andrade.</i>	Pelo Vietname:
Pela Roménia:	Pelo Iémene:
	Pela Jugoslávia:

Decreto-Lei n.º 41 675

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, por adesão, o Protocolo adicional à Convenção sobre facilidades aduaneiras a favor do turismo relativo à importação de documentos e de material de propaganda turística, assinado em Nova Iorque em 4 de Junho de 1954, cujo texto francês e respectiva tradução para português são os que seguem anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 11 de Junho de 1958. — FRANCISCO HIGINIO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Marcello Caetano* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Lette Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo.*